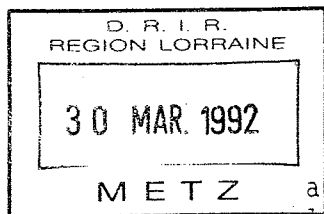


ARRETE

n° 15261

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur,



Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de cette loi et de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12 806 du 24 décembre 1975 autorisant la société EUROGEP à exploiter une unité de revêtement par peintures, métallisation et matières bitumeuses, de tôles et profilés métalliques sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE ;

Vu le rapport du 19 août 1991 de Mme l'inspecteur des installations classées ;

Considérant qu'il convient de réactualiser les textes réglementant les installations compte tenu de l'évolution des activités de l'entreprise ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 18 octobre 1991 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE :

ARTICLE 1er : La société EUROGEP, dont le siège social est à LONGLAVILLE, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une unité de revêtement par peintures, métallisation et matières bitumeuses, de tôles et profilés métalliques sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE.

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées.

.../...

RUBRIQUE	DESIGNATION DE L'ACTIVITE	CLASSEMENT
67 bis	Emploi de matières abrasives telles que grenailles	D
67 2°	Application par tout procédé sur un matériau quelconque de matières bitumeuses liquides lorsque la quantité utilisée journellement est supérieure à 100 KG	D
153 bis B 1°	Installation de combustion au butane, la puissance thermique maximale étant supérieure à 10 MW (20,9 MW)	A
217 2°	Dépôt de 5 T de matière bitumeuse fluide	D
253 B	Dépôt aérien de liquides inflammables de 1° catégorie : <ul style="list-style-type: none"> - 1500 l de solvant (pt éol. \approx 25°C) - 10 T de peinture (pt éol. $>$ 21°C) - 5 T de matière bitumeuse (21°C $<$ pt éol. $<$ 55°C) 	D
	Dépôt aérien de liquides inflammables de 2° catégorie (1500 l de FOD)	NS
261 A	Installation de mélange à froid, la quantité de liquides inflammables de 1° catégorie en présence étant de 150 l	NS
289 2°	Pulvérisation de métal fondu	D
328 bis	Dépôt de 300 m ³ d'oxygène liquide	NS
361 B 2°	Installation de compression comprimant ou utilisant des fluides ininflammables ou non toxiques - Puissance absorbée : 52 KW	D
405 B 1° a	Application à froid de peinture par pulvérisation ; la quantité de peinture, à base de liquide inflammable de 1° catégorie, utilisée journellement étant de 1000 l/j	A
406 1° a	Séchage des peintures à base de liquide inflammable de 1° catégorie, dans une enceinte dont la température ambiante est inférieure à 80°C	D

ARTICLE 2 : Conformité aux plans et données techniques

Les installations seront aménagées et exploitées conformément aux plans et indications contenus dans le dossier de demande d'autorisation sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant adressera à l'inspecteur des installations classées, les plans mentionnant l'implantation de l'atelier de métallisation et d'application de matières bitumeuses dans un délai d'un mois après notification du présent arrêté.

Tout projet de modification devra avant sa réalisation être porté par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

Si le préfet, après avis de l'inspecteur des installations classées estime que les modifications prévues sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article Ier de la loi du 19 juillet 1976, l'exploitant devra alors déposer une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 3 : Réglementation à caractère général

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel et l'instruction technique du 20 août 1985 relatifs aux bruits aériens émis dans l'environnement ;

- la circulaire et l'instruction technique du 6 juin 1953 relatives au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

- l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie ;

- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

- la circulaire du 28 mars 1988 relative à la connaissance des rejets importants dans l'eau et dans l'air par les moyens de l'auto-surveillance.

Article 4 : Dispositions générales

L'installation sera équipée et exploitée de manière à éviter que son fonctionnement ne puisse être à l'origine des dangers ou inconvénients visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

L'emploi de matières abrasives se fera conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 1 bis.

L'application de matières bitumeuses liquides respectera les prescriptions de l'arrêté type n° 67.

Les dépôts de solvants, de peintures et de matières bitumeuses seront exploités conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 253.

La pulvérisation de métal fondu respectera les prescriptions de l'arrêté type n° 289.

Les installations de compression seront en conformité avec les dispositions de l'arrêté type n° 361.

Le séchage des peintures sera exploité conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 406.

Le dépôt d'oxygène liquide sera implanté et exploité conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 328 bis (non classé).

Le dépôt de bouteilles de propane sera implanté et exploité conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 211 B 2° (non classé).

Le dépôt de fuel domestique sera implanté et exploité conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 253 B (non classé).

L'installation de mélange à froid de liquides inflammables de 1^{re} catégorie sera exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 261 A (non classé).

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 5 :

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la conservation des monuments et à la beauté des sites.

Article 6 : Installation de combustion

Les cheminées des installations de combustion seront construites conformément à l'instruction ministérielle du 24 novembre 1970 et l'équipement sera conforme à l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques.

Article 7 : Installation de grenaillage

L'opération de grenaillage sera exclusivement effectuée dans un local clos muni d'une ventilation mécanique suffisamment efficace pour éviter la propagation des poussières dans l'atelier.

L'air de cet atelier sera aspiré par un ventilateur et ne pourra être rejeté à l'extérieur qu'après avoir été débarrassé des poussières au moyen d'un dispositif efficace, maintenu en bon état de fonctionnement.

Les effluents atmosphériques ne devront pas dépasser les limites suivantes :

- poussières : 50 mg/Nm³ (maximum instantané)
30 mg/Nm³ (en moyenne sur un poste)
- métaux totaux : 5 mg/Nm³

Article 8 : Installation de métallisation

L'application par pulvérisation de métal fondu sera exclusivement effectuée dans un local clos muni d'une ventilation mécanique suffisamment efficace pour éviter la propagation des poussières dans l'atelier.

L'air de cet atelier sera aspiré par un ventilateur et ne pourra être rejeté à l'extérieur qu'après avoir été débarrassé des poussières au moyen d'un dispositif efficace, maintenu en bon état de fonctionnement.

Les effluents atmosphériques ne devront pas dépasser les limites suivantes :

- poussières : 50 mg/Nm³ (maximum instantané)
30 mg/Nm³ (en moyenne sur un poste)
- métaux totaux : 5 mg/Nm³
dont zinc : 2 mg/Nm³

Article 9 : Application de peinture

Les installations de préparation, de pulvérisation, de séchage des peintures seront munies d'un système de ventilation efficace, capable d'aspirer toutes les vapeurs de liquides inflammables, susceptibles de se dégager. L'air provenant de la cabine de pulvérisation de peinture sera épuré avant rejet. Un arrêt de la ventilation entraînera automatiquement l'arrêt de l'alimentation en peinture.

Les émissions à l'atmosphère (gaz, vapeurs, particules) seront captées à leur source y compris pour la zone d'application et épurées avant rejet de manière à répondre aux exigences ci-dessous :

- Plomb < 1 mg/Nm³
- Chrome total < 1 mg/Nm³

- Zinc < 2 mg/Nm³
- Cadmium < 1 mg/Nm³
- Poussières < 5 mg/Nm³

En outre, les émissions d'hydrocarbures totaux, exprimés en équivalent-méthane, de la ligne d'application et de séchage doivent être inférieures à 150 mg/Nm³.

Article 10 : Contrôles

10.1 - Une campagne de mesure des rejets à l'atmosphère de chacun des points sera effectuée par un organisme agréé dans le mois qui suit la notification du présent arrêté ou dans le mois qui suit la mise en service de l'installation.

Elle portera sur les éléments suivants :

- poussières
- métaux totaux
- Pb
- Zn
- Cr total
- Cd
- hydrocarbures totaux

Les résultats seront envoyés à l'inspecteur des installations classées dans les meilleurs délais.

Les frais d'analyse seront à la charge de l'exploitant.

Au vu des résultats de ces mesures l'inspecteur des installations classées se réserve le droit de prendre toute disposition nécessaire pour la protection de l'environnement. Il pourra demander l'installation de système de dépollution supplémentaire et de nouvelles mesures de rejets. Il pourra demander la suspension de l'activité si la situation l'exige.

10.2 - Afin de contrôler les émissions de solvants à l'atmosphère, l'exploitant mettra en oeuvre une auto-surveillance des rejets de peinture, appuyée par :

.../...

- un bilan matière précis, prenant en compte les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés (produits d'étanchéité, de protection. ...). y compris les solvants utilisés par exemple comme agent de dilution ou de nettoyage, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors des usines venant en déduction. En l'absence d'épuration spécifique, on considère que la totalité de ces solvants est émise à l'atmosphère lors des opérations d'application ou de cuisson ;

- la mesure régulière, au moins une fois par an, des quantités de solvants dirigés vers les dispositifs d'épuration et des performances de ces dispositifs (tel que l'incinération des effluents des étuves), de manière à évaluer avec une bonne fiabilité la quantité de solvants détruite et donc non rejetée à l'atmosphère. Cette quantité, soustraite au résultat du bilan effectué précédemment, permet de connaître les rejets effectifs à l'atmosphère.

Les résultats de ces calculs ainsi que la surface traitée seront adressés à la fin de chaque trimestre à l'inspecteur des installations classées.

POLLUTION DES EAUX

Article 11 :

Tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect (épannage, infiltration, ...) total ou partiel est interdit.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient ou incendie entraînant l'utilisation d'eaux d'extinction, déversement direct de matières (poussières, poudres, pâtes, liquides ou solvants, etc...) dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel.

En particulier, aux stockages de produits liquides sont associées des capacités de rétention étanches et incombustibles de volume au moins égal à :

- 100 % du volume du plus gros récipient associé,
- 50 % de la somme des volumes des récipients associés.

.../...

L'évacuation éventuelle d'eaux polluées après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du Ministère du Commerce en date du 6 juin 1953 (Journal Officiel du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Article 12 : Eaux pluviales

Les eaux pluviales seront collectées séparément et pourront être rejetées directement vers le milieu naturel par des collecteurs.

Le réseau collectera les eaux de toitures, parkings et routes.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne devront être rejetées à l'égout ou dans le milieu naturel qu'après avoir traversé une fosse de décantation et un dispositif capable de retenir les hydrocarbures et autres produits polluants.

Les produits recueillis seront pompés et évacués conformément aux dispositions du titre déchets.

Les effluents rejetés ne devront pas dépasser une teneur en hydrocarbures de 20 mg/l (norme NFT 90.203).

Article 13 : Eaux vannes et usées

Les eaux vannes et usées seront épurées conformément à la législation sanitaire en vigueur avant rejet.

Article 14 : Eaux industrielles

L'installation ne rejettera pas d'eaux industrielles.

Les installations de préparation et de pulvérisation des peintures seront munies d'une circulation d'eau, en circuit fermé, propre à éliminer de façon continue les gouttelettes de peintures répandues.

En cas de vidange du circuit, les eaux seront éliminées dans un centre dûment autorisé.

BRUIT

Article 15 :

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

Article 16 :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

Article 17 :

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...), gênants pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 18 :

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au plan et au tableau ci-joints, qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux-limites admissibles (voir 1-3, 3ème alinéa de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985).

.../...

EMPLACEMENT	TYPE DE ZONE	NIVEAUX-LIMITES ADMISSIBLES DE BRUIT EN dB(A)		
		Jour	Période intermédiaire	Nuit
En limite de propriété	Z.I.	65	60	55

Article 19 :

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Article 20 :

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une auto-surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée ; les résultats sont transmis à l'inspecteur des installations classées.

ELIMINATION DES DECHETS

Article 21 :

Les déchets devront être éliminés dans les conditions fixées par la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et les textes subséquents pris pour son application.

D'une manière générale, les déchets devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation de manière à faciliter leur récupération ou leur élimination ultérieure, notamment :

- les déchets comparables aux ordures ménagères,
- les déchets revalorisables (déchets de métaux notamment),
- les déchets solides non recyclables,
- les déchets liquides ou boueux à détruire.

.../...

Ces déchets devront être enlevés ou traités régulièrement par des moyens appropriés.

Article 22 :

Tous les déchets provenant des ateliers de préparation ou d'emploi de peintures, solvants ou diluants, de nettoyage des matériels, tous les résidus de traitement, etc... seront entreposés dans des conditions techniques garantissant, en toutes circonstances, la protection de l'environnement.

Article 23 :

Tous les déchets seront éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet, au titre de la législation sur les installations classées dans des conditions assurant la protection de l'environnement.

L'exploitant est soumis aux dispositions de l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.

EXPLOSION - INCENDIE

Article 24 :

24.1 - La ligne de peinture sera située à une distance d'au moins huit mètres des postes de travail et autres emplacements où des produits et matériaux sont utilisés ou stockés.

Les seuls produits combustibles autorisés dans la zone correspondante sont les peintures nécessaires au fonctionnement de l'installation.

24.2 - Les bâtiments contenant les installations de stockage, de pulvérisation et de séchage seront construits en matériaux présentant les caractéristiques suivantes de résistance à la flamme :

- murs et parois : coupe feu degré deux heures,
- couverture : incombustible,
- portes : coupe feu $\frac{1}{2}$ heure,
- sol : étanche et incombustible.

.../...

Les portes de sortie du personnel ne comporteront aucun dispositif de condamnation, s'ouvriront vers l'extérieur et seront munies d'un rappel autonome de fermeture ou d'une fermeture automatique.

Les portes ne correspondant pas à ce type seront munies d'un système coupe feu au CO₂.

La toiture comportera sur 2 % de sa surface, des éléments en matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur. Certains de ces éléments seront des exutoires de fumée à commande automatique et manuelle. Leur nombre est calculé en fonction de la nature et de la quantité de produits inflammables utilisés.

24.3 - Le chauffage des bâtiments sera assuré, le cas échéant, au moyen d'appareils dont les parois extérieures chauffantes sont portées à moins de 150°C. Les éléments chauffants seront débarrassés de toute accumulation de produits inflammables.

La température intérieure du four de séchage ne devra pas dépasser 80°C.

24.4 - La ventilation de l'installation de peinture sera suffisante pour que la concentration en vapeurs inflammables n'atteigne en nul emplacement des valeurs dangereuses ; la concentration des gaz extraits ne dépassera pas le quart de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E.).

Le réglage des débits d'air de ventilation devra permettre une adaptation éventuelle aux différents types de peinture utilisés.

Le fonctionnement des ventilateurs d'extraction sera contrôlé en permanence ; leur défaillance entraînera l'arrêt automatique de l'installation.

Les canalisations d'amenée de peinture seront clairement identifiées et protégées des chocs. Elles seront munies de dispositifs d'arrêt d'alimentation à commande automatique et manuelle facilement accessible.

Les séquences de démarrage et d'arrêt de l'installation feront l'objet de consignes écrites précises ou seront régulées automatiquement de manière à éviter toute concentration de vapeurs inflammables et toute augmentation anormale de température.

Si le débit d'extraction d'air de l'installation est modulable, une vérification du respect de la concentration limite fixée à l'article 5 sera effectuée à l'aide d'explosimètres ou de tout appareil muni d'une alarme retransmise au poste de commande de l'installation.

24.5 - Les matériels électriques employés dans l'atelier de préparation des peintures et près de la cabine de peinture et du tunnel de séchage seront d'un type antidéflagrant et antidétonnant. Ils seront maintenus en bon état et vérifiés périodiquement par un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Tous les appareils comportant des masses métalliques y compris les tôles et les profilés à peindre, seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art ; elle sera distincte de celle du paratonnerre.

La valeur des résistances de terre sera conforme aux normes en vigueur.

Un dispositif entraînera l'arrêt du pompage de peinture en cas de rupture d'un flexible d'alimentation du robot de pulvérisation de la peinture.

Un ou plusieurs interrupteurs multipolaires permettant d'arrêter l'alimentation électrique de l'installation à partir de l'extérieur de la zone où des vapeurs de solvant peuvent être répandues, seront installés et bien signalés.

24.6 - A proximité de chaque poste de travail, sera disposé un ou plusieurs extincteurs pour feux d'hydrocarbures, de capacité 6 ou 9 KG.

On disposera en permanence d'un extincteur de 45 KG de capacité.

Deux bouches d'incendie seront installées devant le bâtiment. Elles seront repérées et facilement accessibles.

Des détecteurs d'incendie seront placés dans la salle de stockage de peinture, dans la salle de préparation et à proximité de l'installation de pulvérisation.

Ces détecteurs déclencheront le cas échéant :

- une alarme sonore,
- une alarme visuelle distinctive par détecteur au pupitre de commande centrale,

.../...

- une installation d'extinction automatique au CO2 permettant de protéger les trois emplacements ci-dessus.

Des vérifications seront régulièrement faites du bon état de fonctionnement de tous les matériels de sécurité (explosimètres, thermomètres, alarmes, régulations, etc...) et de lutte contre l'incendie.

24-7 - La quantité de peinture présente dans l'atelier, y compris dans les postes de préparation des produits, sera aussi faible que possible. Les magasins de stockage de matières premières seront installés conformément à la réglementation.

Aucun liquide particulièrement inflammable ne sera introduit dans l'atelier pendant le fonctionnement de l'installation.

Les peintures en stock ne devront pas contenir plus de 30 % de liquides inflammables avant mélange.

Il est interdit de fumer ou de faire du feu dans l'ensemble de l'atelier.

24-8 - Des consignes préciseront :

- la conduite à tenir en cas d'incendie,
- la périodicité des exercices de lutte contre l'incendie
- la périodicité du contrôle des installations de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 25 : Les transformateurs de courant électrique sont situés dans des locaux spéciaux isolés par un mur coupe-feu de degré une heure et largement ventilés.

ARTICLE 26 : Réservoirs de liquides inflammables de 1ère catégorie "hors service"
(45 m³)

Les réservoirs enterrés abandonnés devront être vidés et neutralisés (remplissage de sable, béton maigre, etc...) ou être retirés du sol après dégazage.

ARTICLE 27 : L'arrêté préfectoral n° 12 806 en date du 24 décembre 1975 est abrogé.

.../...

ARTICLE 28 : Changement d'exploitant
Cessation d'activité

En cas de changement d'exploitant ou de cessation d'activité, le service des installations classées de la préfecture devra être informé dans le délai d'un mois.

ARTICLE 29 : Hygiène et sécurité du personnel
Protection des tiers

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur, relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées de même que les prescriptions préventives édictées par la caisse régionale d'assurance maladie.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 30 : Infractions aux dispositions de
l'arrêté
Durée de la validité

Le préfet pourra mettre en oeuvre la procédure prévue à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 31 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°/- une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LONGLAVILLE et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

2°/- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée à la mairie précitée pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

ARTICLE 32 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

ARTICLE 33 : Recours

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée (article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée).

ARTICLE 34 : Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de BRIEY, M. l'inspecteur des installations cloassées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

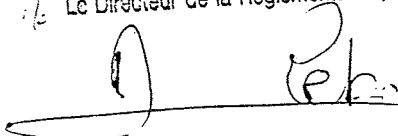
- M. le directeur de la société EUROGEP

et pour information à :

- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- Mme le chef du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,
- M. le directeur départemental du travail et de l'emploi,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours.

NANCY, le 11 MARS 1992

Pour ampliation
Le Directeur de la Réglementation,


Annie LEBEL



Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Yves HENRY